

LE SARKO-SHOW , Y'EN A MARRE !

Derrière la mascarade, la réalité :
Travailler plus longtemps, plus vieux...
Pour GAGNER MOINS.

Hier, à peine débarqué des Pyramides, lors d'une conférence de presse de près de deux heures, le Président de la république n'a pas trouvé le temps d'aborder la première priorité des français : **le pouvoir d'achat**.

Cette question a été purement et simplement escamotée du discours liminaire du **Président auto-augmenté de 206 %**. Ce n'est qu'au détour d'une question que le Président a avoué son impuissance en la matière, prétextant le mauvais état des finances publiques dont il est pourtant le premier responsable (**15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus fortunés ont été généreusement distribués dès le mois de juin 2007**).

Il a ainsi écarté toute augmentation du SMIC et argué son impuissance à formuler quelques orientations aux entreprises en matière de salaires.

L'ex-candidat du pouvoir d'achat a laissé place au Président de la rigueur et de la casse sociale.

Les retraités en savent quelque chose, eux qui n'ont vu leurs pensions revalorisées que de 1,1 % (soit bien en deçà du niveau de l'inflation) , de même que les bénéficiaires de minimas sociaux (*Allocation Adulte Handicapé et RMI revalorisés à hauteur de 1,5 et 1,6 % respectivement*).

En cette période de hausse des prix tout azimut, les salariés, retraités et privés d'emplois ne peuvent accepter cette baisse programmée du pouvoir d'achat.

Concernant le temps de travail, le Président de la République, après avoir évoqué son prochain mariage, a annoncé la fin des 35 heures.

Les salariés savent à présent à quoi s'en tenir, car derrière cette formule lapidaire se cache la fin de TOUTE référence à une durée LEGALE de travail hebdomadaire, durée qui constitue, jusqu'à présent, le seuil de déclenchement du paiement des heures supplémentaires.

Renvoyer, comme le demande le MEDEF, la fixation de la durée hebdomadaire du travail à des négociations dans les entreprises ne constitue, ni plus ni moins, qu'un retour en arrière de plus d'un siècle.

(*rappelons au passage que la durée maximale de travail hebdomadaire dans l'union européenne est fixée à 48 heures, durée qui pourrait donc, dans l'absolu, être appliquée au sein des entreprises dans l'hypothèse d'une suppression de la durée légale hebdomadaire*).



On pourrait presque rire de cette mascarade si cela n'était pas si grave au regard de l'entreprise de démolition sociale que constitue la politique gouvernementale.

Après cette opération de communication, nous apprenons aussi qu'une organisation gigantesque se mettra en œuvre dans toutes les Préfectures de France de façon à entendre les vœux de ce cher (et ce n'est pas peu dire) Président qui parlera depuis Lille par vidéo-conférence le vendredi 11 janvier à 10 H 30. Les Préfets organiseront des réceptions et demanderont aux administrations des « volontaires » pour assister à ce discours.

Au Trésor, dans les Hautes-Pyrénées, ce sont 5 cadres A qui devraient être désignés pour écouter la sainte parole du tout récent Chanoine de Saint Jean de Latran (dernier titre décroché par le Président Bling-Bling).

La CGT Impôts et Trésor des Hautes-Pyrénées dénoncent ces méthodes au moment où le gouvernement programme la casse du statut de la fonction publique, s'apprête à légiférer sur un nouvel allongement de la durée de cotisation retraite, et programme avec le MEDEF l'instauration de la précarité généralisée dans le cadre des négociations en cours sur le marché du travail (allongement des périodes d'essai, instauration d'un contrat de mission qui sonnerait le glas du CDI, rupture dite à l'amiable du contrat de travail).

Pour les fonctionnaires, tout confirme qu'il faudra se faire entendre massivement lors de la journée d'action unitaire du 24 JANVIER.

Et au delà, ce sont tous les salariés, du privé comme du public, TOUS ENSEMBLE, qui doivent se mobiliser pour empêcher le travail de démolition sociale engagée par le Président et son gouvernement.

La CGT s'y emploie et a d'ores et déjà proposé aux autres organisations syndicales de travailler à la construction d'un temps fort de la mobilisation des salariés du Public et du Privé.